



**16 DAYS OF ACTIVISM AGAINST GENDER-BASED VIOLENCE**  
**16 DÍAS DE ACTIVISMO CONTRA LA VIOLENCIA DE GÉNERO**  
**16 JOURS D'ACTIVISME CONTRE LA VIOLENCE DE GENRE**

**16** يوم من مكافحة العنف القائم على النوع الاجتماعي

**25 November – 10 December**

<http://16dayscwg1.rutgers.edu>

# « DE LA PAIX À LA MAISON À LA PAIX DANS LE MONDE : UNE ÉDUCATION SÛRE POUR TOUS ! »



## Kit d'action 2016

**RUTGERS**  
School of Arts and Sciences

Center for Women's Global Leadership  
Rutgers, The State University of New Jersey  
<http://cwgl.rutgers.edu>

# ANNONCE DU THÈME POUR 2016

## « De la paix à la maison à la paix dans le monde : une éducation sûre pour tous ! »

L'année 2016 marque la 25<sup>e</sup> année de la Campagne des 16 jours d'activisme contre la violence basée sur le genre, qui a fait ses débuts en 1991 et est coordonnée par le Centre pour le leadership mondial des femmes (CWGL). Compte tenu de l'insécurité et du manque de sûreté associés à l'éducation et sur base des résultats d'un sondage international, le thème de la Campagne de 16 jours est « **De la paix à la maison à la paix dans le monde : une éducation sûre pour tous!** ». Ce thème reconnaît que la discrimination et les inégalités structurelles sont perpétuées dans un cycle de violence interminable même quand les fillettes et les jeunes filles tentent de poursuivre leur scolarité. La violence basée sur le genre pour ce qui est du droit à l'éducation est une menace constante dans les espaces publics, les écoles et les foyers et nocive pour le droit humain universel à l'éducation. Il nous incombe ainsi de nous concentrer sur cette situation précaire de l'éducation des fillettes et des garçons, des jeunes filles et jeunes hommes cette année par le biais de la Campagne des 16 jours.

L'éducation est un bien public et un droit humain fondamental reconnu par l'Article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme datant de 1948 et qui est soutenu par bon nombre de conventions et de traités internationaux et régionaux sur les droits de l'homme. Le droit à l'éducation est assujéti aux changements et troubles politiques, économiques et sociaux, laissant ainsi constamment les femmes, les filles, les personnes handicapées, les personnes LGBTQI, les migrants et les peuples autochtones, particulièrement vulnérables et susceptibles de se voir renier ce droit essentiel. L'Objectif 4 de développement durable de l'ONU (ODD) sur l'éducation met en évidence le fait que l'éducation permet d'obtenir des compétences et connaissances nécessaires pour l'entrée dans la vie active, de bons emplois et l'entrepreneuriat, ainsi que l'égalité entre les genres, une culture de paix et de non violence et l'appréciation de la diversité culturelle.

### LA RÉALITÉ ACTUELLE D'ACCÈS AU DROIT À L'ÉDUCATION EST CLAIRE :

- **Discrimination et violence structurelles ancrées :**
  - Les enfants et les jeunes de tous genres peuvent faire face à davantage d'obstacles du fait de handicaps, de leur origine raciale ou ethnique, de difficultés économiques et d'obligations qui leur sont imposées par leur famille et de la situation dans laquelle bon nombre d'entre eux se trouvent, qu'il s'agisse de périodes de conflits violents, de la suite d'une catastrophe naturelle ou de périodes de paix relative.
  - Les fillettes et jeunes filles font face à une discrimination basée sur le genre : la possibilité du mariage à un jeune âge ou forcé peut raccourcir leurs études, la menace de diverses formes de violence basée sur le genre à l'école (SRGBV), y compris la violence et les abus sexuels sur le chemin de l'école ou à l'école, ainsi que la discrimination face à la disponibilité des infrastructures essentielles telles que des installations sanitaires sûres d'accès. Par conséquent, bon nombre de familles choisissent de ne pas envoyer les fillettes et les jeunes filles à l'école et de les empêcher de manière active de poursuivre leurs études.
- **Les interventions et engagements des pays et de la communauté internationale se combinent :**
  - Un manque de sûreté et d'hygiène dans les environnements scolaires, qu'il s'agisse d'un manque de financement ou d'attention de la part des décideurs politiques, un espace insuffisant pour les classes de filles ou les toilettes pour filles ou encore des politiques soutenant ou cautionnant les valeurs et tabous culturels concernant les filles dans le contexte scolaire (qu'elles portent sur l'obtention d'une éducation ou sur toute attaque en milieu scolaire),
  - Des programmes pédagogiques inadaptés non sensibles au genre et perpétuant les notions patriarcales stéréotypées du genre, des ressources limitées pour l'enseignement et l'accès à l'éducation.

### QUESTIONS À ABORDER LORS DE LA CAMPAGNE DES 16 JOURS

- Éducation et justice pour tous les genres : conséquences de la discrimination structurelle à l'encontre des femmes et des filles
- Rôle des femmes dans les négociations pour la paix, l'établissement de la paix, la diplomatie et la prise de décisions
- Violence commises à l'aide d'armes de poing dans les communautés et les écoles et rôle des armes de poing dans la violence entre partenaires intimes
- Production et ventes internationales d'armes et militarisme accru contre soutien à la santé publique, l'éducation et autres biens sociaux
- Violence commise par les acteurs étatiques et non-étatiques, dans les écoles et autres lieux affectant le droit à l'éducation
- Violence sexuelle perpétrée en toute impunité à l'égard d'écoliers et de jeunes gens
- Dénégation de l'éducation aux filles stigmatisées parce qu'elles ont subi des violences sexuelles
- Vulnérabilité des filles et des garçons, des jeunes femmes et hommes privés d'accès à une éducation dans les camps de réfugiés et de personnes déplacées
- Contamination environnementale des opérations militaires et conséquences pour les communautés, y compris les services sociaux
- Présence de forces de police militarisées au sein des institutions sociales (établissements scolaires, espaces publics, etc.)
- Agressions sexuelles dans des lieux scolaires

Plus de 6 000 organisations, décideurs politiques, gouvernements et agences de l'ONU ont participé à la Campagne, ainsi que d'innombrables personnes d'environ 180 pays du monde entier. Ensemble, nous avons attiré l'attention sur des questions telles que le racisme, le sexisme, les cultures prônant la violence et l'homophobie et nous avons demandé l'application des obligations relatives aux droits de l'homme, y compris le droit à la santé et les droits associés à la procréation, ainsi que la fin du militarisme et de la violence basée sur le genre, entre autres. C'est auprès de milliers de participants comme vous que la Campagne tire sa force et sa longévité. **Dans le cadre de ce thème mondial, la Campagne des 16 jours vous demande de vous joindre à nous pour faire progresser le droit à l'éducation et pour défier la violence, la discrimination et l'inéquité en éducation dus au genre, à l'origine raciale ou ethnique, à la religion, à l'orientation sexuelle réelle ou perçue, au statut socio-économique et à d'autres identifiants.** Commencez à réfléchir à ce à quoi ressemblent les espaces éducatifs et l'accès à l'éducation dans votre communauté, pays ou région et utilisez le Guide de la Campagne des 16 jours, il vous aiderait à vous lancer.

#### Rejoignez la Campagne des 16 jours !

La Campagne des 16 jours permet aux participants de s'impliquer dans des actions sur ces questions de manières pertinentes pour leur propre contexte. Organisez ou rejoignez une activité communautaire, de campus, nationale ou internationale ! Utilisez #16Days sur les réseaux sociaux !

#### Kit d'action

Le kit d'action est un ensemble de ressources pour vous aider à orienter votre campagne. Ces ressources sont disponibles en ligne et sur papier. Les participants peuvent consulter notre site web (<http://16days.cwgl.rutgers.edu>) pour télécharger les supports du Kit d'action ou en demander une copie papier.

#### Restez connectés !

**La Campagne des 16 jours :**

<http://16dayscwgl.rutgers.edu>

**Courrier électronique :** [16days@cwgl.rutgers.edu](mailto:16days@cwgl.rutgers.edu)

**Calendrier de la Campagne :**

<http://16dayscwgl.rutgers.edu/campaign-calendar>

**Facebook :** <http://www.facebook.com/16DaysCampaign>

**Instagram :** [https://www.instagram.com/cwgl\\_rutgers](https://www.instagram.com/cwgl_rutgers)

**Twitter :** @16DaysCampaign



# Guide de la Campagne des 16 jours

« L'éducation est un droit de l'homme et un moyen essentiel d'atteindre les objectifs d'égalité, de développement et de paix. »

Si vous ne connaissez pas encore bien la Campagne des 16 jours, ce document vous offre quelques suggestions quant à comment vous y prendre. Quelles que soient les actions que vous mettez en œuvre pour la Campagne de cette année, veuillez ne pas oublier d'informer le Centre pour le leadership mondial des femmes (CWGL) de vos activités et d'envoyer des photos et des exemplaires de vos documents de campagne pour que le tout soit inclus dans le Calendrier de la Campagne internationale de 2016 et dans les activités de la Campagne des 16 jours. Merci !

## 1. CHOISISSEZ UNE QUESTION QUI VOUS EST CHÈRE

Commencez par lire l'annonce du thème de la campagne. Réfléchissez aux questions les plus intéressantes ou pertinentes pour vous. Avant de commencer la planification de votre campagne, réfléchissez aux points suivants :

### Le droit humain à l'éducation

- Le droit à l'éducation est-il pertinent dans votre contexte ?
- Comment est-ce que la violence basée sur le genre entrave le droit à l'éducation au niveau local et national ?
- À la disposition de qui une éducation sûre et égale est-elle mise et qui en est exclu ?
- Quel est l'impact et qui ressent l'impact des politiques et pratiques actuelles en matière d'éducation ?
- À quels types de violence font face les femmes et les filles, les personnes handicapées, les migrants, les autochtones ou les personnes qui s'identifient à un genre ou une sexualité différente du statu quo de votre communauté ou qui sont perçues comme telles ? Existe-t-il des politiques ou lois pour protéger les personnes contre ces formes de violences et de discrimination dans le contexte du droit à l'éducation ?
- Qui enfreint le droit à une éducation égale, sans discrimination, sûre et sécurisée ?

### Pensez aux implications locales, nationales et internationales

- Pensez aux liens entre ce qui se passe aux niveaux local, national et international. Puisque la violence basée sur le genre ne connaît pas de limites et touche tous les pays, toutes les cultures, toutes les races, toutes les orientations sexuelles, toutes les religions, en quoi cette violence est-elle la même à différents niveaux ?
- Que font les groupes de la société civiles, y compris les ONG, les activistes qui luttent pour les droits de l'homme, les défenseurs de l'éducation ainsi que les parents, la communauté et les décideurs politiques, (et que ne font-ils pas) pour soutenir le droit universel à l'éducation ?
- Y a-t-il des organisations ou des personnes qui travaillent sur ces questions et peuvent être vos partenaires sur la campagne ? Donnez des objectifs clairs à vos activités de campagne : À qui voulez-vous vous adresser ? Quels changements voulez-vous apporter (par exemple, modification ou soutien des lois ou des politiques, financement dédié à une question particulière, changement de la perception et des attitudes des gens, soutien des personnes qui ont survécu à la violence) ? De quoi ont besoin les personnes affectées par la violence ?

## 2. ORGANISATION D'UN ÉVÉNEMENT OU D'UNE ACTIVITÉ

Une fois que vous aurez choisi la question sur laquelle vous souhaitez concentrer les activités de votre campagne, vous pourrez envisager la planification d'un événement ou d'une activité cette année. Réfléchissez à ce que vous voulez faire : Voulez-vous faire de la sensibilisation ? Voulez-vous faire du plaidoyer sur une question particulière auprès de personnes ou de groupes donnés ? Voulez-vous qu'une institution ou un groupe soit tenu pour responsable de ses actions ? Les possibilités sont nombreuses, assurez-vous juste de faire preuve de créativité et d'avoir une stratégie pour votre campagne ! Voici quelques suggestions quant à la manière de vous y prendre :

### Instruments internationaux relatifs aux droits humains et le droit à l'éducation

- Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) (1948)** Article 26
- Convention concernant la discrimination dans le domaine de l'enseignement (CADE) (1960)**, Articles 1, 2, 5
- Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (1965)** Articles 5, 7
- Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966)** Articles 13, 14
- Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW)** Articles 10, 14
- Convention sur les droits de l'enfant (1989)** Articles 28, 29
- Déclaration sur l'éducation pour tous (1990)** Articles 1, 3, 6, 10
- Déclaration et programme d'action de Beijing (1995)** La conférence a choisi les six principaux objectifs stratégiques pour aborder la question de l'égalité des genres et la non-discrimination dans le domaine de l'éducation, à savoir : 1. Assurer un accès égal à l'éducation ; 2. Éradiquer l'analphabétisme chez les femmes ; 3. Améliorer l'accès des femmes aux formations professionnelles, aux sciences et à la technologie et à la formation continue ; 4. Créer des programmes d'éducation et de formation non discriminatoires ; 5. Allouer suffisamment de ressources pour les réformes éducatives et le suivi de la mise en œuvre ; 6. Promouvoir l'éducation et la formation tout au long de la vie des filles et des femmes.
- Convention sur les droits des personnes handicapées (2006)** Articles 3, 6, 7, 24
- Objectifs de développement durable (2016)** Objectif 4 : *Assurer une éducation de qualité inclusive et équitable et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous.* Les Objectifs de développement durable post 2015 sont sensés être universels, inclusifs et indivisibles et doivent aborder les dimensions économiques, sociales et environnementales du développement. Ils appellent les États à travailler de manière collaborative pour éradiquer la pauvreté et arriver au développement durable sur la base de leurs capacités et réalités nationales. Les cibles de l'Objectif 4, reconnaissent les défis croisés auxquels font face les enfants et les jeunes, à savoir la discrimination due à un handicap, au genre, à leur origine ethnique, raciale ou à une identité autochtone, la prévalence de la violence, le manque d'accès égalitaire et des environnements d'apprentissage inefficaces. Un lien existe entre la jouissance des droits économiques, politiques et culturels : l'Objectif 4 met en évidence le fait que l'éducation permet d'obtenir des compétences et connaissances nécessaires pour l'entrée dans la vie active, de bons emplois et l'entrepreneuriat, ainsi que l'égalité entre les genres, une culture de paix et de non-violence et l'appréciation de la diversité culturelle. L'agenda de développement post 2015, y compris ses 17 Objectifs et 169 cibles, a été finalisé lors de négociations entre les États membres de l'ONU et adopté lors de l'Assemblée générale de septembre 2015.



### Activités axées sur le thème de la campagne

- Organisation d'une marche ou d'une manifestation avec les jeunes, les parents, les autres membres de la communauté et les décideurs politiques alliés pour une éducation sûre et à accès égal dans votre région. Exigence de meilleures politiques et d'une meilleure application, là où cela est possible !
- Organisation d'une discussion avec les jeunes, les parents, les autres membres de la communauté et les décideurs politiques locaux sur le sujet des défis et des manières d'améliorer la situation de l'éducation et de la violence basée sur le genre.
- Tentez de voir ce que votre gouvernement fait pour s'acquitter de ses obligations pour un droit humain universel à l'éducation. Tenez votre gouvernement pour responsable en lui demandant de mettre fin à la violence basée sur le genre et à la discrimination à l'égard des filles et des autres groupes marginalisés dans les lieux d'enseignement et d'apprentissage !

### 3. PARLEZ-EN AUTOUR DE VOUS

Les sources médiatiques telles que la presse écrite, la radio, la télévision et les sites Internet continuent à jouer un rôle important en influençant les opinions et en communiquant les sujets d'importance au public. Le travail avec les réseaux médiatiques de femmes, de jeunes et communautaires pour élaborer la stratégie médiatique de votre campagne est une excellente manière de démarrer et d'instaurer des partenariats. Pour obtenir un modèle de lettre ou davantage de suggestions sur la manière de vous y prendre en ligne, consultez le *Modèle de communiqués de presse* et le *Kit réseaux sociaux* du Kit d'outils. Parmi les possibilités de travail actif avec les réseaux sociaux et pour influencer la couverture de ces médias sur la question de la violence basée sur le genre, on compte :

#### Les médias

- Rédigez un communiqué de presse et abordez les organes de presse pour leur demander s'ils seraient prêts à publier ou diffuser une série spéciale sur la Campagne des 16 jours. Vous pouvez également voir s'ils seraient prêts à organiser un programme spécial pour l'une des dates importantes, par exemple la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, la Journée mondiale de lutte contre le sida, la Journée internationale des défenseurs des droits humains des femmes ou la Journée des droits de l'homme.
- Ciblez les médias grand public qui couvrent les actualités locales, nationales et internationales ainsi que les médias pour qui la communication au sujet des droits des femmes n'est pas le point fort et les médias de culture populaire que les jeunes écoutent.
- Écrivez aux médias que vous trouvez biaisés dans leur discours sur la violence basée sur le genre et encouragez-les à adopter une approche plus sensible au genre.
- Soumettez des éditoriaux aux journaux locaux sur les incidents de violence qui se sont produits ou sur les procédures et politiques de l'État qui ont eu un impact direct sur la prévalence de la violence basée sur le genre, la discrimination à l'égard des femmes, des filles, des personnes handicapées et d'autres groupes marginalisés et sur la capacité à accéder de manière sûre et égalitaire à l'éducation. Il est important de critiquer les mauvaises politiques ainsi que de soutenir, par écrit, les bonnes mesures et les meilleures pratiques. (N.B. : si vous faites face à tout risque de harcèlement, vous pouvez écrire sous couvert de l'anonymat ou utiliser un nom d'emprunt).
- Appelez les émissions de radio ou créez et partagez des podcasts.

#### Faites du buzz en ligne

- Utilisez le hashtag #16days lorsque vous partagez, faites suivre ou repostez des informations sur la violence basée sur le genre et le droit à l'éducation.
- Mettez le logo de la Campagne des 16 jours à la place de la photo de votre profil (vous pouvez le télécharger sur le site web de la Campagne des 16 jours) et postez des statuts au sujet de la Campagne. (*Consultez le Kit réseaux sociaux du Kit d'action 2016 pour davantage d'idées sur la manière de vous joindre à la Campagne des 16 jours en ligne !*)
- Rédigez des articles de blogs, des éditoriaux et des réflexions personnelles pour des sites web et autres sources d'informations en ligne.

### 4. CRÉEZ ET UTILISEZ DES ŒUVRES D'ART

Intégrez l'activisme et les arts visuels, les arts du spectacle, la musique et la danse. Sensibilisez et encouragez le passage à l'action sur la question qui vous concerne.

## Documentez et réfléchissez

Assurez-vous de documenter vos actions à l'aide de photos, de résumés des activités et de commentaires sur la manière dont les gens y ont réagi et participé. La documentation est utile à des fins médiatiques, d'activités de campagne à venir et de levée de fonds.

#### Questions à prendre en compte

- Avez-vous atteint les objectifs que vous vous êtes fixés au début ?
- Avez-vous atteint votre public cible ? Et quel a été l'impact de vos actions ?
- Que feriez-vous différemment la prochaine fois ?
- De quels outils ou ressources avez-vous besoin pour améliorer votre participation à la campagne ?
- Partagez le résumé des activités de votre campagne en le mettant en ligne, en l'envoyant à d'autres organisations locales et nationales ou en le publiant dans un bulletin. N'oubliez pas d'en envoyer un exemple au CWGL également.

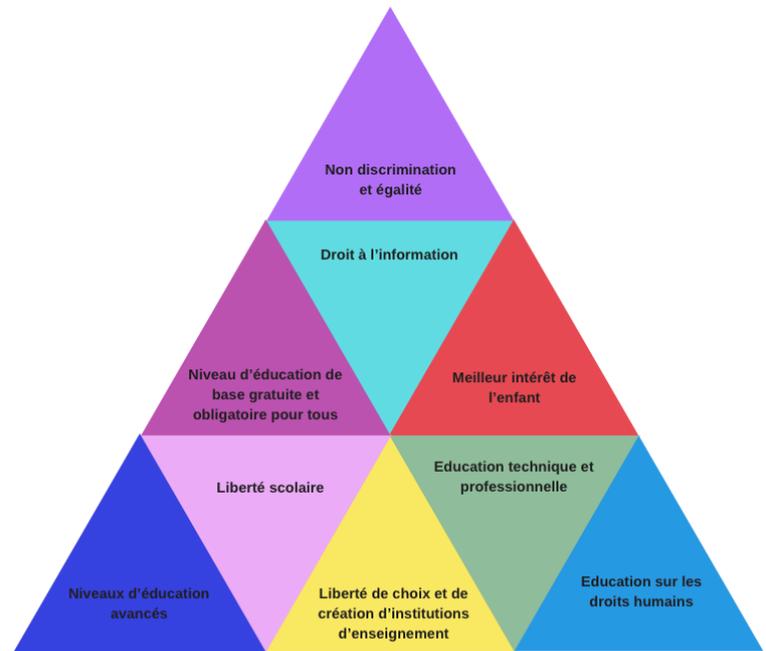
# Extrémisme, violence à l'égard des filles et éducation : Surmonter les obstacles posés par les acteurs étatiques et non-étatiques à la réalisation du droit des

Malgré la lutte féministe pour un développement durable et transformateur, l'éducation reste hors de portée pour des millions de filles. Cela est particulièrement vrai pour les filles, qui représentent la majorité des enfants non scolarisés, pour les enfants qui n'ont pas accès à l'éducation, ceux qui ne sont jamais allés à l'école et ceux qui n'ont pas terminé l'école primaire. Les femmes représentent les deux tiers de la population analphabète au monde (493 millions) et la parité entre les genres dans l'éducation n'a pas été atteinte. Face à cette réalité, les militants pour les droits humains des femmes du monde entier continuent à exiger l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles. La violence perpétrée à l'égard des filles sur le chemin de l'école ou à l'école doit prendre fin et, pour qu'une solution soit trouvée, le droit humain à l'éducation pour les filles doit être réalisé.

## Le droit à l'éducation pour les filles

Les normes internationales relatives aux droits humains quant à l'éducation affirment que la nécessité d'acquérir des connaissances, compétences et informations est universelle, tout comme elle représente un élément central du développement humain. Par exemple, la Déclaration universelle des droits de l'homme stipule que l'« éducation doit viser le plein épanouissement de la personnalité humaine et le renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ». La Convention internationale des droits de l'enfant de l'ONU va plus loin et fait référence à l'éducation comme processus visant l'« épanouissement de la personnalité de l'enfant et le développement de ses dons et de ses aptitudes mentales et physiques, dans toute la mesure de leurs potentialités ». Le droit des filles à accéder à une éducation/la scolarité et à en profiter doit être vu comme « une fin en soi et non uniquement comme un moyen pour arriver à d'autres fins ».

Avec ses 189 États parties, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) de l'ONU est l'un des traités internationaux sur les droits de l'homme les plus largement ratifiés. Bien qu'un grand nombre de réserves à l'égard de la Convention présentent des défis pour la mise en œuvre, un très faible nombre de pays ont émis des réserves ou effectué des déclarations sur l'Article 10 de la CEDAW concernant le droit à l'éducation. Sur la même lancée que la CEDAW, la promesse d'autonomisation qui découle de l'éducation ne vient pas simplement d'une sensibilisation accrue aux droits des femmes et des filles mais également de l'effondrement des stéréotypes et idéologies puissantes sur le genre basés concernant la notion selon laquelle les femmes doivent être soumises et leurs droits humains déniés.



Le droit à l'éducation englobe tous ces éléments

## Extrémisme et violence à l'égard des filles

De nombreux groupes qui s'opposent aux droits humains pour les femmes et les filles, y compris des acteurs étatiques et non étatiques, ont recours à des arguments basés sur la religion, la culture et la tradition pour justifier la violence et la discrimination basées sur le genre auxquelles les filles sont soumises. Ces points de vue extrêmes renient les droits humains des femmes et des filles et ciblent souvent la dissidence. Ainsi, les filles qui remettent en cause les idéologies fondamentalistes (que ce soit dans les pays du Sud ou du Nord) en tentant d'avoir accès à une éducation ou qui expriment simplement des identités de genre ou une sexualité non normatives risquent d'être victimes de violence basée sur le genre.

La violence et la crainte de la violence infligée par des groupes ou personnes extrémistes soutenant leurs idéologies comptent parmi les raisons prédominantes qui empêchent les filles d'aller à l'école et de terminer leurs études. Dans les endroits où les extrémistes cherchent à s'emparer de tous les espaces publics et privés, les risques de viol, de harcèlement sexuel, d'intimidation et de menaces pour les filles ont augmenté. La pauvreté, le militarisme, les conflits armés, le manque d'assainissement et les longs trajets jusqu'à l'école font du simple acte de choisir d'aller à l'école un acte de défi et de résistance de la part des filles et de leur famille, ce qui les rend souvent encore plus vulnérables face à la violence.

Les attaques à l'encontre des filles qui tentent d'aller à l'école et les attaques ciblant les filles à l'école ont un impact direct sur la vie de nombreuses personnes, par seulement les filles mais les personnes qui les soutiennent aussi, leurs famille et enseignants. Toutes les attaques commises à l'encontre de filles sur le chemin de l'école ou à l'école indiquent à la communauté dans son ensemble qu'il ne s'agit pas d'un lieu sûr pour les filles et les familles qui ne se conforment pas aux pratiques et rôles sanctifiés traditionnels ou patriarcaux. De ce fait, les filles sont souvent exclues du système scolaire par leur famille ou des acteurs étatiques, elles ne sont pas scolarisées par soucis de « protection ». Par exemple, à la suite des attaques dans des écoles du Pakistan et du Nigéria au cours des dernières années, les écoles pour filles des « zones à risque » ont souvent été indéfiniment fermées. Et celles qui sont restées ouvertes ne permettent pas aux filles de venir à l'école par crainte de nouvelles attaques. Ainsi, la plupart des mesures adoptées par les familles et les acteurs étatiques en réaction aux attaques à l'encontre de filles qui vont à l'école ou dans les écoles ciblées par les groupes extrémistes mènent souvent à d'autres violations du droit humain à l'éducation.



## Pratiques nocives

En règle générale, les rôles discriminatoires associés au genre et les pratiques nocives auxquelles font face les filles ont un impact à long terme sur leur vie et affectent tous leurs droits, y compris le droit d'accès à l'éducation, le fait d'en jouir et d'en profiter. Les asymétries et disparités qui découlent des systèmes patriarcaux et les inégalités sociales qu'ils produisent sont plus anciennes que les politiques et systèmes éducatifs et font souvent que les filles sont exclues des écoles et n'ont pas accès à une éducation de qualité. Par conséquent, toutes les actions adoptées par les acteurs étatiques et non étatiques pour prendre en charge les violations des droits humains des femmes et des filles doivent s'attaquer aux causes profondes de la disparité entre les genres et de la violence basée sur le genre. Par conséquent, toutes les actions adoptées par les acteurs étatiques et non étatiques pour prendre en charge les violations des droits humains des femmes et des filles doivent s'attaquer aux causes profondes de la disparité entre les genres et de la violence basée sur le genre. Les attaques à l'encontre des

**Outil 1 :** Ces deux observations générales des organes conventionnels compétents en matière de droits humains sont utiles. L'observation générale No 23 du Comité sur les droits de l'enfant à l'absence de toute forme de violence (2011) et l'observation générale No 13 du Comité sur les droits économiques, sociaux et culturels sur le droit à l'éducation (2009)

**Outil 2 :** Lors de la conception de politiques, actions et stratégies pour garantir la sûreté des filles dans les écoles, il est important de se référer à l'Article 1 de la CEDAW. La discrimination indirecte et accidentelle peut être aussi nocive que la discrimination et la violence ciblées à l'encontre des filles.

**Outil 3 :** Lors de la prise en charge des pratiques nocives, il est utile pour les défenseurs des droits humains des femmes de se référer à la recommandation conjointe générale/observation générale No 31 du Comité sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et l'observation générale No 18 du Comité sur les droits de l'enfant portant sur les pratiques nocives (2014).

**Outil 4 :** Les États ont adopté des mesures temporaires spéciales comme moyen efficace de protéger les filles contre la violence tout en assurant leur droit à l'éducation. La recommandation générale 25 de la CEDAW sur les mesures temporaires spéciales est un outil qui peut être utile aux défenseurs des droits des femmes lors de la recommandation d'actions ou de politiques à l'État pour garantir les droits des filles à l'éducation.

filles qui tentent d'exercer leur droit à l'éducation se produisent souvent du fait de convictions et stéréotypes négatifs pour justifier les pratiques d'assujettissement des femmes et des filles par le biais de la violence. Elles se produisent également parce que les idéologies extrémistes voient souvent le droit à l'éducation comme un élément transformateur qui remet en question le statu quo. La transformation sociale est perçue comme une menace. Les États parties ont l'obligation de « mettre en place des structures juridiques pour s'assurer que les pratiques nocives font l'objet d'une enquête rapide, impartiale et indépendante qui constitue un travail efficace de la part des forces de l'ordre et que des recours efficaces sont mis à la disposition des personnes qui ont subi un préjudice du fait de ces pratiques ». Les États doivent également « interdire de manière explicite par la loi et sanctionner comme il se doit ou pénaliser les pratiques nocives, en fonction de la gravité de l'infraction et du préjudice causés, fournir des moyens de prévention, de protection, de rétablissement, de réintégration et de recours pour les victimes et combattre l'impunité pour ces pratiques nocives ».

### Politiques et pratiques de l'État en matière d'éducation

Malgré un cadre juridique détaillé et un consensus politique international sur le droit à l'éducation pour tous, les attaques à l'encontre des filles qui ont accès à une éducation sont documentées de plus en plus régulièrement. Les attaques à l'encontre de filles sur le trajet de l'école ou à l'école ont mis en exergue la nature fragile des accomplissements réalisés dans le domaine de l'éducation de par le monde. Tant que les attaques perpétrées par des groupes extrémistes à l'encontre des filles tentant de réaliser leur droit à l'éducation et d'en jouir continueront, l'accessibilité, la disponibilité, l'adaptabilité, l'acceptabilité et la qualité de l'éducation pour tous continueront à perdre du terrain.

Les États doivent mener l'enquête sur les attaques à l'encontre des filles qui revendiquent leur droit à l'éducation et doivent prévenir d'autres attaques en adoptant toutes les mesures nécessaires. Toutefois, dans la plupart des cas, les attaques à l'encontre de groupes de filles dans des écoles sont suivies d'une fermeture et d'une violation des droits à l'éducation des filles. La violence basée sur le genre à l'encontre des filles ne fait pas l'objet d'une enquête et n'est pas documentée et les auteurs de la violence ne sont pas tenus pour responsables de leurs actes. À un autre niveau, quelles que soient les motivations des attaques à l'encontre des filles, les États doivent continuer à lutter contre la discrimination structurelle et aux stéréotypes négatifs sur le genre sous-jacents. Les politiques et systèmes éducatifs doivent s'attaquer aux causes profondes et aux conséquences des attaques à l'encontre des filles qui cherchent à avoir accès à l'éducation et pour ce faire, la formation continue en matière d'égalité des genres, des recherches systématiques et une meilleure collecte de données sont requises.

## Astuces pour le plaidoyer

### Mettez vos connaissances à jour

Les organes conventionnels compétents en matière de traités sur les droits humains et les experts prêtent davantage attention à la nécessité d'intégrer les stratégies pour réaliser le droit à l'éducation des filles et éliminer toutes les formes de violence à leur égard. Si ces lacunes ne sont pas comblées, nous ne pourrions pas réaliser le droit à l'éducation pour tous, droit qui est un des domaines essentiels du développement durable et transformateur pour les communautés et pays pauvres du monde entier. Il est important de rester à jour en matière d'interprétation et d'expansion des normes internationales relatives aux droits humains internationaux qui peuvent être bénéfiques pour les filles et utilisées pour lutter contre l'extrémisme.

### Application du cadre des droits humains des femmes

Même quand cela n'est pas sûr ou bon stratégiquement parlant de mentionner ouvertement les droits humains des femmes dans votre travail, l'application du cadre pour comprendre les problèmes auxquels sont confrontés les femmes et filles et pour faire le plaidoyer des solutions est essentiel. Le cadre des droits humains est utile pour aborder la question de la discrimination à l'égard des filles, pour comprendre les liens entre la discrimination et la violence basée sur le genre et pour documenter les violations du droit à l'éducation. Une approche féministe et axée sur les droits humains doit prendre en compte les problèmes et les solutions d'une manière globale dans la mesure où les droits de toutes les femmes et filles font partie de la vision de la transformation.

### Discrimination et obstacles au changement au fil du temps

Les efforts de plaidoyer doivent être adaptés au fur et à mesure que de nouveaux défis émergent. Il est important de comprendre les manières dont les filles sont soumises à la violence lorsqu'elles tentent de réaliser leur droit à l'éducation. De la même manière, une fois scolarisées, les filles font souvent l'expérience de la violence à l'école et par le biais du système éducatif, par exemple, avec les punitions corporelles. Puisque la discrimination et l'inégalité sont dynamiques et évoluent au fil du

temps, un suivi et une documentation continus de la discrimination et des obstacles à l'égalité réelle sont importants.

#### **Plaidoyer pour des stratégies intégrées**

Il est de plus en plus reconnu que les filles jouent un rôle essentiel dans la résolution des problèmes de développement les plus persistants auxquels le monde fait face aujourd'hui. L'accès à une éducation de qualité et à l'absence de violence pendant l'enfance et l'adolescence peut transformer l'accès aux débouchés et à l'égalité au cours de la vie d'une femme. L'intégration des droits des filles et la lutte contre la violence basée sur le genre peuvent avoir des résultats multiplicateurs dans les relations intimes : prévention et lutte contre le viol et le harcèlement sexuel, prévention des mariages d'enfants et des grossesses pendant l'adolescence, prévention de la traite des filles. Sur le long terme, ces idées contribuent à la promotion de l'égalité entre hommes et femmes au sein des familles et sur les lieux de travail.

#### **Mobilisation des filles, des garçons et des familles**

Il faut travailler avec les filles, les garçons, les enseignants et les familles disposés à écouter et à faire de la sensibilisation sur l'importance du droit à l'éducation et du droit à une vie sans violence. Il faut continuer à renforcer les compétences et mettre en place des clubs de filles et des groupes d'égalité entre les genres au sein des communautés et des écoles. Il faut mobiliser le soutien pour les filles disposées à prendre des risques pour exercer le droit humain à l'éducation et en jouir.

# Éducation dans les camps de réfugiés et de personnes déplacées

Les chiffres disponibles révèlent que de par le monde, l'on compte 13 millions de réfugiés et 38 millions de personnes déplacées. Ces chiffres sont susceptibles d'augmenter compte tenu de la violence horrible et continue dans pratiquement tous les coins du monde à l'heure actuelle, alors que la détresse des réfugiés et des personnes déplacées dans leur propre pays reste relativement invisible sur le paysage international. L'éducation dans les camps est souvent négligée et ignorée laissant ainsi des millions d'enfants et de jeunes personnes sans accès sûr à une éducation de qualité et gratuite. L'éducation est sans aucun doute un droit humain fondamental. Toutefois, les acteurs internationaux et les administrateurs des camps de réfugiés et de personnes déplacées mettent ce droit en danger en ne parvenant pas à en faire une priorité.

Des conflits violents, des catastrophes naturelles et d'immenses inégalités économiques et sociales ont mené des millions de personnes à fuir leurs domiciles, beaucoup se retrouvant ainsi dans des camps de réfugiés et personnes déplacées. Il y a eu en moyenne 4,50 catastrophes naturelles par an entre 2003 et 2013, par rapport à 90 catastrophes naturelles par an dans les années 1970. Il y a actuellement 41 conflits actifs signalés par la base de données IISS des conflits armés et lorsque l'Institute for Economics and Peace a sondé 126 pays, il a vu que seuls 11 pays pouvaient être considérés libres de tout conflit interne et externe. Les États où les conflits existent font l'expérience de problèmes étendus en matière de qualité, parité et accès dans le domaine de l'éducation parce que les institutions publiques sont au plus bas et que tout financement disponible est alloué aux budgets de l'armée ou de la défense. Toutefois, dans les camps de réfugiés et de personnes déplacées, il est possible d'améliorer la vie et l'avenir des gens et de leur donner la possibilité d'améliorer leur patrie une fois de retour au pays par le biais du développement de l'éducation dans les camps.

Malheureusement, un accès sûr et gratuit à l'éducation n'est pas une garantie. En 2008, l'UNESCO a signalé que seuls 69 % des enfants en âge d'être scolarisés l'étaient dans les camps gérés par l'UNHCR, ce chiffre tombe à 30 % pour l'école secondaire. En outre, l'accès à l'éducation dans les camps n'est pas toujours gratuit, les enfants doivent travailler, les filles sont susceptibles de devoir se marier jeunes ou de s'adonner à des actes sexuels pour pouvoir aller à l'école. Un trajet sûr entre le domicile et l'école doit être assuré dans la mesure où de nombreux enfants sont exposés à des agressions physiques ou à du harcèlement verbal. Une fois à l'école, les préoccupations relatives à la sûreté des enfants persistent dans la mesure où les écoles sont la cible d'attaques armées ou d'actes de violence des militants et peuvent même faire office de centres de recrutement.

L'éducation dans les camps de réfugiés et de personnes déplacées n'attire pas beaucoup d'attention, souvent parce que d'autres circonstances exigent une assistance immédiate, par exemple, le manque de nourriture, d'eau et d'abris, ainsi que la nécessité de repousser les maladies endémiques et la nécessité d'assurer la sécurité. Les camps sont devenus des lieux de permanence alors que les conflits s'éternissent ou la reconstruction à la suite d'une catastrophe naturelle passe à la trappe et les priorités, bien souvent, ne reflètent pas les objectifs à long terme.

Les obstacles à une éducation de qualité et sûre sont vastes et dans le contexte des camps, la capacité à signaler les méfaits est limitée. La violence provient également de l'environnement scolaire, voire des enseignants et des autres adultes eux-mêmes. Le déplacement offre aux femmes et aux filles trop peu de ressources et de débouchés et les laisse sans protection face à des violences et exploitations sexuelles et basées sur le genre accrues et d'autres violations des droits humains. Les écoles peuvent être des espaces de protection, particulièrement contre la violence sexuelle et basée sur le genre mais les investissements dans le milieu scolaire sont insuffisants. En 2010, seuls 4 % du budget de l'organe des Nations Unies chargé des questions relatives aux réfugiés et personnes déplacées dans leur pays, le Haut-commissariat des Nations Unies aux réfugiés (UNHCR), ont été alloués à l'éducation.

Certains enseignants ont commis des actes documentés de harcèlement et d'agression sexuelle. En outre, les enseignants jouent un rôle important dans la création et la réglementation de l'espace d'enseignement. Les enseignants peuvent utiliser des formes strictes de punition, discriminer des groupes marginalisés et renforcer les comportements dangereux des élèves, tels que le harcèlement sexuel ou physique d'autres élèves. Les filles peuvent faire face à des violences et de la discrimination du fait de leur genre, à une limitation de leur scolarité du fait de pressions culturelles et familiales, à un manque de sûreté particulièrement fort pour les filles ou un manque d'espaces sûrs au sein des écoles. Les enseignants dans ces contextes sont largement en sous-nombre par rapport aux élèves et n'ont souvent pas été suffisamment formés à l'enseignement. Cela fait que les écoles peuvent être des lieux peu sûrs.

Les écoles peuvent offrir un soutien accru qui n'existe nulle part ailleurs dans les camps. Cela inclut une structure, un lieu sûr et la possibilité d'un meilleur avenir. Concrètement parlant, les écoles peuvent offrir des repas aux enfants, contribuant ainsi à la prise en charge des problèmes de malnutrition et les écoles peuvent donner des conseils sur la façon dont les maladies se répandent et dont on peut les prévenir dans les camps. Les avantages des investissements en éducation et de la protection de l'éducation dans les camps de réfugiés vont bien au-delà des confins du camp lui-même. En ne faisant pas de la sûreté, de la sécurité et de l'allocation de ressources adéquates à l'éducation dans les camps de réfugiés et de personnes déplacées, les organes internationaux et les acteurs étatiques se montrent injustes envers les jeunes, particulièrement ceux qui sont issus de populations marginalisées, par exemple les femmes et les filles, et renient leur droit à l'éducation.



*Pour une organisation de base émergente comprenant souvent à sa tête des jeunes femmes ou des jeunes transgenre, l'accès aux sources traditionnelles de financement n'est pas toujours facile. Certains des critères imposés par les bailleurs de fonds sont susceptibles d'être difficiles à remplir.*

### Quelques défis courants et comment les prendre en charge

- Bien que tous les membres de votre groupe puissent avoir plusieurs années d'expérience d'activisme, pour réussir à lever des fonds, parfois votre organisation doit avoir au moins cinq ans d'existence et un passé avec les bailleurs de fonds. Malheureusement, dans certains cas, certains bailleurs institutionnels manquent de confiance quant à la capacité d'une jeune organisation de base à gérer les obligations relatives au financement et au reporting ou ils ne sont pas facilement convaincus de la capacité d'un groupe nouvellement fondé à effectuer le travail. Toutefois, certains fonds sont spécialistes du soutien aux groupes nouvellement créés (cf. la section sur les ressources ci-dessous pour plus de détails) ! Une autre possibilité consiste à envisager un partenariat avec des organisations mieux établies et fortes de davantage d'expérience en accès aux financements afin de travailler en collaboration et soumettre des demandes de financement ensemble.
- Les bailleurs de fonds demanderont souvent que votre organisation soit inscrite au registre des associations afin de pouvoir recevoir des financements, toutefois, certains groupes/collectifs/réseaux choisissent de maintenir un statut informel pour diverses raisons. Cela peut être lié à des opinions politiques ou à des problèmes de corruption ou de sûreté dans le pays où l'organisation se trouve. Une manière de répondre à cela consiste à trouver un « parrain de budget », soit une organisation mieux établie en qui vous avez confiance et qui pourrait recevoir les fonds en votre nom. Il s'agit d'une pratique courante dans bon nombre d'endroits et cela peut être une excellente manière de collaborer avec une autre organisation. Il est nécessaire d'avoir un protocole d'accord en place avec votre parrain de budget.
- Certains bailleurs de fonds ne fournissent qu'un soutien restreint pour des projets donnés. Il ne faut pas avoir peur de faire le plaidoyer d'un « soutien essentiel » capable de couvrir vos frais d'exploitation de base, dans la mesure où nous nous devons tous de former et convaincre davantage de bailleurs quant à l'importance d'un soutien essentiel. Le soutien essentiel est un soutien général pour votre organisation qui ne se limite pas uniquement à un projet donné ou qui n'y est pas forcément associé. Ce soutien peut couvrir les coûts de personnel, la location des locaux ou tout autre coût associé à vos travaux. Des ressources à ce sujet sont disponibles ci-dessous.
- Lors de la soumission d'une demande auprès des bailleurs de fonds, vous risquez de devoir fournir une référence. Même si votre organisation a été nouvellement créée, il est important d'avoir une personne qui croie en vous et puisse se porter garante de l'expérience et des compétences des membres de votre groupe. Il ne faut pas sous-estimer l'importance d'une bonne référence. Si personne ne peut servir de référence à votre groupe, vous devez demander des références aux membres du groupe en mettant l'accent sur les compétences et les capacités de chaque personne pour créer un nouveau groupe et le faire avancer.

Malgré tous les obstacles susceptibles d'empêcher les jeunes organisations de base d'accéder à des sources de financement plus traditionnelles, des financements dynamiques, souples et accessibles existent bel et bien. Ci-dessous, une liste non exhaustive d'exemples de fonds pour les jeunes et les femmes. Il faut toujours demander aux organisations qui les financent afin d'élargir votre réseau.

### Alternatives de mobilisation des ressources

Bien souvent notre travail dépend du flux de l'argent provenant de grandes agences étrangères dont le siège se trouve dans les pays plus développés. Nous savons qu'il peut être difficile d'accéder au financement d'agences traditionnelles, il est donc toujours bon de se tourner vers des alternatives de levée de fonds.

En tant qu'organisation activiste, vous vous engagez à prendre en charge les inégalités de pouvoir, à vous attaquer aux stéréotypes et à créer des communautés progressistes. N'oubliez pas d'appliquer ces valeurs à vos efforts de levée de fonds ! La mobilisation de ressources est par définition politique et importante. Le fait de contacter les bailleurs de fonds qui ne disent pas ouvertement qu'ils financent des groupes nouvellement créés à l'aide d'un soutien essentiel reste une stratégie importante non seulement pour faire accroître les ressources mais aussi pour faire le plaidoyer de l'engagement des bailleurs et de la responsabilisation face au mouvement. Vous devez envoyer des lettres cohérentes et brèves aux bailleurs de fonds pour voir s'ils envisagent de financer les groupes comme le vôtre en transmettant des messages clés tels que « le quoi, le comment et le pourquoi » du travail de votre groupe, en expliquant également pourquoi il est important de soutenir des groupes comme le vôtre pour la création d'un mouvement de plus grande ampleur et pour arriver à satisfaire les normes en matière de droits humains.

## N'oubliez pas !

1. La levée de fonds et la mobilisation des ressources constituent un des éléments clés de votre travail et de votre pérennité.
2. N'oubliez pas de prévoir un poste budgétaire pour vos activités de levée de fonds et pour les ressources nécessaires dans la mesure où cela prend beaucoup de temps et d'énergie.

3. Lorsque vous soumettez des demandes de subventions auprès de fonds pour les femmes et d'autres bailleurs de fonds progressistes, envisagez la possibilité d'inclure un poste budgétaire pour la levée de fonds sur la base duquel vous pourrez continuer à accroître votre propre capacité et expérience en la matière. Vous devez également montrer aux bailleurs que vous êtes engagés à le faire !
4. Il est toujours utile d'avoir une stratégie/des outils de levée de fonds pour ce que vous cherchez à financer et comment vous attendrez le montant visé.
5. Il faut réfléchir à la manière de documenter votre travail à toutes les étapes à l'aide des réseaux sociaux qui communiqueront votre message rapidement et en diront plus long sur votre travail et pourquoi il est important que vous ne puissiez le faire. Cela rendra votre travail plus transparent.
6. Dernièrement, tous ces conseils sont des suggestions pour vous inspirer ! Bon nombre de ressources sont axées sur les publics d'Amérique du Nord, nous nous intéressons donc à vos exemples et conseils du monde entier !

Un budget sain est un signe de soutien fort et d'un financement provenant de votre propre communauté est encore plus fort dans la mesure où cela mobilise pour une contribution au changement social ! En outre, des études montrent que les particuliers donateurs (particulièrement les femmes) peuvent parfois être les sources les plus précieuses et pérennes de financement. Même si elles peuvent ne donner que de faibles montants, elles ont tendance à donner régulièrement sur des périodes beaucoup plus longues. Bien que « les dons » dans certains contextes peuvent paraître « nouveaux » ou « étranges », il faut tenter de se concentrer sur les manières dont la communauté dispose déjà d'une culture et d'antécédents de dons, bien que cela puisse se faire sous d'autres formes et de diverses autres manières, par exemple en dons de temps plutôt que d'argent. Bien sûr, la levée de fonds auprès du public dépend de la situation sécuritaire de votre pays. Souhaitez-vous lever des fonds de manière publique ? Existents-ils des systèmes financiers dans votre pays capables de prendre en charge les dons en ligne ?

### Voici quelques approches à envisager

- **Des frais de cotisation et une levée de fonds d'affinité auprès des membres** constituent une pratique assez traditionnelle qui peut toutefois fournir un soutien régulier et opportun. Un programme pour ceux qui vous soutiennent vous permet d'élargir votre réseau par le biais de dons mensuels et de dons de fin d'année (n'oubliez pas les avantages en fonction du niveau de contribution). La levée de fonds d'affinité consiste à rassembler des personnes qui ont quelque chose en commun. Il s'agit d'une des manières les meilleures et les plus efficaces de recueillir des ressources de base pour votre organisation, pas simplement des ressources financières mais également des ressources humaines, un espace de travail, du matériel, etc., auprès de personnes impliquées dans la même cause et de faire marcher le bouche à oreille entre amis, collègues et autres contacts. Les études montrent que les levées de fonds entre pairs sont en hausse, cela veut dire que les gens sont plus disposés à donner parce qu'ils voient d'autres personnes de leur propre réseau donner. En d'autres termes, le don peut être merveilleusement contagieux ! Les cercles de partage gagnent également en importance : ils rassemblent un groupe de personnes dévouées désireuses de lever des fonds pour une cause donnée. Vous pouvez créer votre propre cercle de partage et soutenir ceux qui font preuve de créativité pour mobiliser des ressources pour votre travail.
- **Levée de fonds sur Internet, réseaux sociaux et plateformes de financement collectif** Les réseaux sociaux constituent un excellent outil pour communiquer avec un grand nombre de personnes dans différentes parties du monde susceptibles de soutenir votre groupe et de faire suivre votre message sans que vous n'ayez à investir beaucoup de ressources. Avec une campagne de levée de fonds efficace aidée par divers moyens numériques, vous pouvez informer le public sur votre travail. Vous pouvez créer votre propre campagne de levée de fonds et montrer votre travail sous une forme qui envoie rapidement votre message. C'est une bonne manière de se démarquer des autres et de recueillir des ressources. Le financement collectif en ligne est une nouvelle tendance populaire. Il est utile de se renseigner sur les différentes plateformes disponibles et de trouver celle qui convient à vos besoins et valeurs. Par exemple, Indiegogo reste l'une des plateformes de financement collectif les plus populaires et elle est utilisée par des entrepreneurs, des artistes et des défenseurs de cause sociale. Catapult est une plateforme dédiée exclusivement aux droits humains de la femme, alors que Fundly se concentre sur le bien pour la société. N'oubliez toutefois pas que comme toute stratégie, le financement collectif n'est pas toujours parfait et qu'il peut exiger beaucoup de temps et d'efforts.

Si vous disposez de fonds ou pouvez avoir recours à des ressources humaines au sein de votre communauté, créez un site web doté d'un outil permettant les dons en ligne. Il existe des sources libres sur la manière de ce faire à l'aide de formats de sites web gratuits. Les outils les plus économiques sont les réseaux sociaux tels que Facebook, Twitter, etc., où vous pouvez installer un outil de dons et promouvoir votre campagne de levée de fonds. Il est important de comprendre que cela peut s'avérer être plus compliqué que vous ne le pensez. Par exemple, si vous avez besoin d'un compte en banque à part associé aux dons en ligne et une seule banque offre ce service, vos options peuvent être limitées. Il est important de se renseigner sur les termes, conditions et réalités propres à votre contexte et de demander à d'autres organisations pour voir si la levée de fonds en ligne vous convient !

- **Événements de levée de fonds** Vous pouvez tenter d'organiser des événements de levée de fonds dans votre communauté ou de participer à un événement conjoint où vous présentez vos travaux, faites connaître votre groupe, rassemblez des personnes impliquées dans la même cause et les informez de la manière dont elles peuvent soutenir votre travail. N'oubliez pas que l'une des caractéristiques saillantes des donateurs d'aujourd'hui (particulièrement les jeunes) est qu'ils veulent être impliqués lorsqu'ils font un don. Faites preuve de créativité, qu'il s'agisse d'une mobilisation éclair, d'une soirée dansante ou d'un jardin communautaire ! N'oubliez simplement pas que cela peut demander des coûts et ressources supplémentaires. Les marchés aux puces constituent un exemple d'événement peu coûteux où les membres peuvent vendre leurs propres articles ou ceux de leurs amis et parents ou obtenir des articles sous forme de dons pour ensuite les vendre.
- **Entreprenariat, génération de revenus et financement du secteur privé** Si votre organisation lève des fonds à l'aide de produits que vous fabriquez, vous pouvez également les présenter lors des événements de levée de fonds, des campagnes en ligne et recueillir ainsi des ressources. Vous pouvez également compter sur l'entreprenariat d'autres personnes et rechercher des possibilités de partenariats dans le secteur privé. Vous pouvez également envisager de demander aux entreprises locales et grandes sociétés présentes dans votre communauté de vous faire des dons d'argent ou en nature (biens ou services). Par exemple, pour les événements, si vous disposez d'un partenariat avec un supermarché local, vous pouvez peut-être obtenir des aliments gratuitement ? Le supermarché peut aussi disposer d'un programme de dons

où les clients peuvent choisir de donner une partie de leur monnaie à votre groupe. Certains groupes créent leur propre entreprise pour soutenir leur travail. Par exemple, Nasawiya, une association libanaise à but non lucratif militante gérée par des bénévoles utilise tous les fonds levés pour financer d'importantes initiatives de justice sociale. [Bahay Ni Isis](#) est un autre exemple, il s'agit d'un espace pour femmes offrant hébergement, salles de réunions et locaux pour ateliers, conférences et autres événements aux Philippines. Le démarrage de ce type de projets générateurs de revenu exige d'importantes ressources en soi, alors n'oubliez pas de bien présenter l'idée à vos plus grands donateurs susceptibles d'apporter un soutien initial.

### Différents types de ressources que vous devez lever

Parfois, nous avons besoin de ressources autres que financières et elles sont là mais on ne sait pas toujours comment les obtenir. Pour le renforcement des capacités et des connaissances de votre groupe, il existe des sources en ligne que vous pouvez utiliser pour des formations dans certains domaines, il s'agit de guides et d'outils qui peuvent être précieux pour votre organisation. Vous pouvez également tenter d'avoir recours à l'expertise des militants féministes de votre communauté, ils pourront vous aider à renforcer les capacités de votre organisation tout simplement en partageant leurs connaissances. La plupart des organisations ont besoin de davantage de capacités humaines, vous pouvez obtenir de l'aide auprès de bénévoles mais gardez à l'esprit que ces personnes doivent se sentir membre de votre groupe et en retirer des avantages d'apprentissage.

Pour certains groupes, il n'est peut-être pas si difficile d'obtenir un espace gratuit auprès de la communauté, simplement en recherchant les meilleurs moyens de ce faire ou en partageant un espace avec une autre organisation féministe. Vous pouvez utiliser les réseaux sociaux pour demander des ressources directement à votre communauté, par exemple des ordinateurs ou du matériel numérique. Partage de compétences : les membres du groupe et leurs amis et leurs familles disposent de compétences qu'ils peuvent s'enseigner les uns les autres et utiliser dans leur travail. Par exemple, les membres du groupe peuvent créer des affiches, des banderoles, des brochures, etc., à utiliser lors d'une manifestation (au lieu de dépenser beaucoup d'argent chez l'imprimeur).

## Ressources

### Comprendre le soutien essentiel et les tenants et les aboutissants de la levée de fonds

- AWID. Watering the Leaves, Starving the Roots [http://www.awid.org/sites/default/files/atoms/files/WTL\\_Starving\\_Roots.pdf](http://www.awid.org/sites/default/files/atoms/files/WTL_Starving_Roots.pdf)
- Global Fund for Women, Trust in Women <http://www.globalfundforwomen.org/apply-for-a-grant>
- Starr, Kevin. "Just Give 'Em the Money: The Power and Pleasure of Unrestricted Funding". Stanford Social Innovation Review. August 3, 2011. [http://www.ssireview.org/blog/entry/just\\_give\\_em\\_the\\_money\\_the\\_power\\_and\\_pleasure\\_of\\_unrestricted\\_funding](http://www.ssireview.org/blog/entry/just_give_em_the_money_the_power_and_pleasure_of_unrestricted_funding)

### Ressources générales sur la levées de fonds

- AWID. Where is the Money for Women's Rights? [http://www.awid.org/sites/default/files/atoms/files/assessing\\_resources\\_and\\_role\\_of\\_donors\\_fundher.pdf](http://www.awid.org/sites/default/files/atoms/files/assessing_resources_and_role_of_donors_fundher.pdf)
- Funds for NGOs. Grants and Resources for Sustainability <http://fundsforngos.org>
- Grassroots Institute for Fundraising Training <http://www.grassrootsfundraising.org/why-gift/political-framework>

### Financement participatif

- Catapult <http://www.catapult.org>
- Crowd Crux. Top 10 Crowdfunding Sites for Nonprofits <http://www.crowdcru.com/top-10-crowdfunding-sites-for-nonprofits>

### Fonds pour les femmes

- International Network of Women's Funds <http://www.inwf.org/womens-funds>
- Women's Funding Network <http://www.womensfundingnetwork.org>

### Fonds jeunesse

- Alert Fund for Youth <http://www.alertfonds.nl/>
- Solidarity Fund XminusY <https://xminy.nl/englis/>
- The Free Child Project <http://www.freechild.org/funds4progress.htm>
- The Global Fund for Children <https://www.globalfundforchildren.org>
- UN Habitat Urban Youth Fund <http://unhabitat.org/urban-initiatives/initiatives-programmes/urban-youth-fund/>

# Kit d'outils réseaux sociaux pour la Campagne des 16 jours

De plus en plus, les réseaux sociaux deviennent un outil pour bon nombre d'activistes de par le monde qui font la promotion des droits humains par le biais d'appels à l'action, partagent des informations, signalent les violations en cours et galvanisent les activistes se trouvant dans des zones éloignées sur les questions qui affectent de vastes régions et des communautés entières. Bien que les réseaux sociaux ne remplacent pas les mouvements de terrain, le militantisme pour la justice sociale ou le travail avec les alliés, ils constituent un outil puissant d'information, d'implication et de déclenchement de soutien à large échelle pour les principes de droits humains.

Dans ce kit d'outils, vous apprendrez comment rester connectés et vous impliquer dans la Campagne des 16 jours (#16Days) par le biais des divers réseaux sociaux.

## TEACH-IN SUR TWITTER

*Qu'est-ce qu'un « Teach-In » ?* Les Teach-Ins sont une série de plusieurs tweets continus provenant d'une seule et même source et tournant autour de sujets relatifs à la justice sociale. Ils sont reliés entre eux par le même hashtag et sont essentiellement des cours magistraux tweetables censés éduquer le grand public.

*Rejoignez la conversation !* La Campagne des 16 jours invite les activistes et la communauté en ligne au sens large à se joindre à un Teach-In sur Twitter lors de la campagne (**du 25 novembre au samedi 10 décembre 2016**) pour explorer le thème « **De la paix à la maison à la paix dans le monde : une éducation sûre pour tous** » dans le contexte de notre travail et de nos réalités. Suivez @16DaysCampaign et @CWGL\_Rutgers sur Twitter et utilisez les hashtags #16days et #GBVteachin pour participer !

*Format de la discussion :* les participants choisiront une date au cours de la Campagne des 16 jours (du 25 novembre au 10 décembre) à laquelle ils enverront les tweets de leur Teach-In. La communauté en ligne sera en mesure de contribuer en tweetant ses propres Teach-Ins, questions et réponses courtes à l'aide des hashtags #16days et #GBVteachin. La Campagne des 16 jours mettra en valeur les travaux de tous les participants en retweetant leurs Teach-Ins. **Si cela vous intéresse, veuillez envoyer un courrier électronique à la Campagne des 16 jours ([16days@cwgl.rutgers.edu](mailto:16days@cwgl.rutgers.edu))** pour davantage de renseignements et pour coordonner vos Teach-Ins.

### Exemples de tweets

- 31 millions de filles en primaire et 34 millions en secondaire ne sont pas scolarisées #16days #GBVteachin
- En 2014, les dépenses militaires s'élevaient à <sup>1 800</sup> millions USD, alors que les experts parlent d'une lacune de 26 milliards USD pour arriver à la scolarisation de base pour tous d'ici la fin 2015 #16days #GBVteachin
- L'éducation est un bien public, un droit fondamental soutenu par les conventions et traités sur les droits de l'homme internationaux et régionaux. #16days #GBVteachin
- L'éducation des filles et jeunes femmes peut être raccourcie par un mariage précoce ou forcé #16days #GBVteachin

## ÉCHANGE DE PHOTO DE PROFIL SUR FACEBOOK

Pour lancer la campagne, le 25 novembre, CWGL invite tous les utilisateurs de Facebook à changer leur photo de profile et d'y mettre à la place le logo de la campagne des 16 jours pendant la durée totale de la campagne. Faites **passer le message et effectuez une sensibilisation à la violence basée sur le genre et au droit à une éducation sûre et accessible** en changeant la photo de votre profil et en invitant vos amis à changer la leur sur Facebook. *Téléchargez le logo de la campagne* ici [<http://16dayscwgl.rutgers.edu/about/16-days-logos>] dans vos langues respectives et téléchargez-le à la place de la photo de votre profil.

## PARTAGEZ VOTRE BLOG !

Le CWGL postera les séries de *16 blogs pour 16 jours* pour mettre en valeur le travail d'activistes du monde entier tout au long de la campagne. Nous invitons les activistes, les ONG et la communauté en ligne dans son ensemble à **écrire au sujet de questions concernant l'accès inégal à une éducation sûre et la violence basée sur le genre**. Parlez de votre expérience sur ces sujets ou de ce que votre organisation fait pour les éliminer. Une fois que votre post sera publié sur votre blog, veuillez nous l'envoyer par courrier électronique ([16days@cwgl.rutgers.edu](mailto:16days@cwgl.rutgers.edu)) et nous partagerons et mettrons en valeur vos postes tout au long de la campagne.

## INSTAGRAM

Montrez-nous ce que vous faites pour éliminer la violence basée sur le genre en téléchargeant des photos de vos activités des 16 jours ou des événements de la campagne sur Instagram avec le hashtag #16Days.

## Restez connectés !

### Rejoignez la Campagne des 16 jours !

La Campagne des 16 jours permet aux participants de s'impliquer dans des actions sur ces questions de manières pertinentes pour leur propre contexte. Organisez ou rejoignez une activité communautaire, de campus, nationale ou internationale ! Utilisez #16Days sur les réseaux sociaux !

### Kit d'action

Le kit d'action est un ensemble de ressources qui vous aide à orienter votre campagne. Ces ressources sont disponibles en ligne et sur papier. Les participants peuvent consulter notre site web (<http://16days.cwgl.rutgers.edu>) pour télécharger les supports du Kit d'action ou en demander une copie papier.

### Restez connectés !

**La Campagne des 16 jours :** <http://16dayscwgl.rutgers.edu>

**Courrier électronique :** [16days@cwgl.rutgers.edu](mailto:16days@cwgl.rutgers.edu)

**Calendrier de la Campagne :** <http://16dayscwgl.rutgers.edu/campaign-calendar>

**Facebook :** <http://www.facebook.com/16DaysCampaign>

**Instagram :** [https://www.instagram.com/cwgl\\_rutgers](https://www.instagram.com/cwgl_rutgers)

**Twitter :** @16DaysCampaign



# Modèle de communiqué de presse

Insérez le logo de  
votre organisation  
ici

Vous pouvez inclure ici le logo  
des 16 jours, disponibles en 50  
langues :  
<http://16dayscwgl.rutgers.edu>

Vous pouvez inclure  
les coordonnées de  
votre organisation

Nom du point focal  
Poste, organisation  
No. de téléphone  
Adresse électronique

## POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

X novembre 2016

### <ATTENTION-GETTING TITLE>

N.B. : Un communiqué de presse porte sur un programme, un événement ou une question donnés. Il répond aux questions suivantes : « Quoi, quoi, quand, où, pourquoi, comment ? » Il tient sur une page et est rédigé en phrases claires et concises.

<Lieu> <Date> - Qui ? Quoi ? Quand ? Où ? Pourquoi ?>

Indiquez quel événement est sur le point de se produire, donnez le nom de l'organisateur de l'événement et pourquoi cet événement est important. Incluez toute information susceptible d'attirer l'attention ici, par exemple des statistiques et la raison pour laquelle ces informations sont pertinentes ou importantes. Faites en sorte que les informations soient brèves mais intéressantes.

<Votre organisation>

Donnez des informations sur votre organisation et ses initiatives en mentionnant des dates, personnes, thèmes, etc. d'importance. Décrivez brièvement votre organisation et tout autre groupe qui organise l'initiative. Citez une personne qui fait partie de votre organisation ou de la communauté ou encore une personne qui a profité de la Campagne.

- Vous pouvez inclure des informations sur l'annonce du thème pour 2016, consultez : <http://16dayscwgl.rutgers.edu/2016-campaign/2016-theme>.

<But ?>

Expliquez le but de l'événement. Mentionnez toute activité prévue ou à venir. Indiquez tout partenariat de travail avec d'autres organisations. Expliquez tout nouveau développement en ce qui concerne l'événement. Faites le lien entre l'événement, si possible, et d'autres questions actuellement pertinentes.

- De plus amples informations sur la Campagne des 16 jours sont disponibles sur le site web de la Campagne : <http://16dayscwgl.rutgers.edu>.

<Conclusion>

Incluez vos coordonnées et les liens de sites web. Par exemple : « Pour plus de renseignements, veuillez contacter ou consulter... »

###

## Exemple de communiqué de presse

Il s'agit d'un modèle facultatif de communiqué de presse que vous pouvez personnaliser en fonction de vos activités pour la Campagne des 16 jours en insérant les informations qui conviennent ainsi que les questions précises locales que vous aborderez lors de votre campagne. Pour davantage d'aide à la rédaction de votre communiqué de presse, veuillez écrire à [comm@cwgl.rutgers.edu](mailto:comm@cwgl.rutgers.edu).

Pour diffusion immédiate,  
X novembre 2016.

Nom du point focal  
Poste, organisation  
No. de téléphone  
Adresse électronique :

Des activistes locaux lancent un appel pour une  
éducation plus sûre ?

*Sous-titre, précis en fonction de votre événement*

*Lieu* - Aujourd'hui *l'Organisation* vous invite à *événement (quoi quand où)* pour une sensibilisation au droit universel à l'éducation. Actuellement, 101 millions d'enfants de par le monde ne sont pas scolarisés, dont plus de moitié sont des filles. *Insérez la question/le fait local/précis abordés*. L'éducation est un droit humain fondamental, l'éducation doit être sûre et accessible à tous.

### *Citation*

La violence, le manque de ressources et la discrimination ont un impact sur droit à l'éducation de millions d'enfants, particulièrement des filles, ou raccourcissent leur scolarité. *Davantage sur des exemples/questions locales du moment*. Par le biais de *l'événement*, qui se tient pendant les 16 jours et au-delà, *l'organisation* fera de la sensibilisation et du plaidoyer pour le droit humain à une éducation sûre à *lieu* et au-delà.

### *Citation, facultatif*

**À propos de la Campagne des 16 jours d'activisme contre la violence basée sur le genre :**  
Créée en 1991 et coordonnée par le Center for Women's Global Leadership, la Campagne des 16 jours a été dédiée au plaidoyer et à la coordination des travaux pour l'élimination de la violence basée sur le genre aux niveaux local, national et international. Les dates, du 25 novembre (Journée internationale de l'élimination de la violence à l'égard des femmes) et le 10 décembre (journée des droits de l'homme), ont été choisies pour mettre l'accent sur les liens entre l'élimination de la violence basée sur le genre et les principes des droits humains.

Pour plus de renseignements sur la Campagne des 16 jours, veuillez consulter <http://16dayscwgl.rutgers.edu>



## Thème pour 2016 (page 3)

Norwegian Refugee Council. *Global Overview 2015: People internally displaced by conflict and violence. (Aperçu international 2015 : personnes déplacées dans leur propre pays par les conflits ou la violence.)* Mai 2015. <http://www.internal-displacement.org/assets/library/Media/201505-Global-Overview-2015/20150506-global-overview-2015-en.pdf>

Internal Displacement Monitoring Center. *Global Figures.* (Chiffres internationaux.) Mai 2015. <http://www.internal-displacement.org/global-figures>

Institut de statistique de l'UNESCO. *Gender and Education.* (Genre et éducation) <http://www.uis.unesco.org/Education/Pages/gender-education.aspx>

Education for All Global Monitoring Report (GMR) et Institut de statistique de l'UNESCO. Document d'orientation 14/ Fiche 28. *Progress in getting all children to school stalls but some countries show the way forward* June 2014. <http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002281/228184E.pdf>

Education for All Global Monitoring Report (GMR). (Rapport de suivi de l'éducation pour tous) Document d'orientation 13. *Aid reductions threaten education goals.* (Les réductions de l'aide menacent les objectifs pédagogiques) Juin 2014. <http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002280/228057E.pdf>

Education for All Global Monitoring Report (GMR). (Rapport de suivi de l'éducation pour tous), Document d'orientation 10. *Children still battling to go to school.* (Les enfants qui luttent encore pour aller à l'école) Juillet 2013. <http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002216/221668E.pdf>

UNICEF. *Shattered Lives: Challenges and Priorities for Syrian Refugee Children and Women in Jordan.* (Vies brisées : défis et priorités pour les enfants et les femmes réfugiés syriens en Jordanie) Juin 2013. [http://www.unicef.org/mena/MENA-Shattered\\_Lives\\_June11.pdf](http://www.unicef.org/mena/MENA-Shattered_Lives_June11.pdf)

## Guide de la Campagne des 16 jours (Page 5)

The UN Fourth World Conference on Women, Beijing Platform for Action, Chapter 4, Critical Areas of Concern, Section B, Education and training of women, 69. <http://www.un.org/womenwatch/daw/beijing/platform/educa.htm>.

## Extrémisme et violence à l'encontre des filles et l'éducation (Pages 8-9)

UNESCO, *Girls Education Fact Sheet* (2013), <http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/ED/GMR/images/2011/girls-factsheet-en.pdf>

UNESCO Institute for Statistics, *International Literacy Data 2013*, <http://www.uis.unesco.org/literacy/Pages/data-release-map-2013.aspx>

Universal Declaration on Human Rights, Article 26(2), <http://www.un.org/en/documents/udhr/>

UN Convention on the Rights of the Child, Article 29(1)(a), <http://www2.ohchr.org/english/law/crc.htm>. The UN Committee on the Rights of the Child expansion on this in General Comment No 1 with respect to the aims of education is available at: [http://www.unhcr.ch/tbs/doc.nsf/\(symbol\)/CRC.GC.2001.1.En?OpenDocument](http://www.unhcr.ch/tbs/doc.nsf/(symbol)/CRC.GC.2001.1.En?OpenDocument).

Report of the UN Special Rapporteur on Education, E/CN.4/1999/49, 13 January 1999, para. 13.

UN Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women (hereinafter CEDAW) (1979), <http://www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/CEDAW.aspx>

AWID, Religion, *Culture and Tradition: Strengthening Efforts to Eradicate Violence Against Women*, September 2013. <http://www.awid.org/publications/religion-culture-and-tradition-strengthening-efforts-eradicate-violence-against-women>

Right to Education Project, *Background Paper on Attacks Against Girls Seeking to Access Education* (2014). [http://www.right-to-education.org/sites/right-to-education.org/files/resource-attachments/HRC\\_Report\\_Attacks\\_on\\_Girls\\_2015\\_En.pdf](http://www.right-to-education.org/sites/right-to-education.org/files/resource-attachments/HRC_Report_Attacks_on_Girls_2015_En.pdf)

UN Committee on the Rights of the Child General Comment No 13 on the right of the child to freedom from all forms of violence (2011), [http://www2.ohchr.org/english/bodies/crc/docs/CRC.C.GC.13\\_en.pdf](http://www2.ohchr.org/english/bodies/crc/docs/CRC.C.GC.13_en.pdf)

UN Committee on Economic, Social and Cultural Rights General Comment 13 on the Right to Education (2009), <http://www.refworld.org/docid/4538838c22.htm>

UN Committee on the Elimination of Discrimination Against Women General Recommendation No 25 on temporary Special Measures (2000), [http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/recommendations/General%20recommendation%2025%20\(English\).pdf](http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/recommendations/General%20recommendation%2025%20(English).pdf)

Joint general recommendation/general comment No. 31 of the Committee on the Elimination of Discrimination against Women and No. 18 of the Committee on the Rights of the Child on harmful practices, Para 6 (2014), [http://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CEDAW/C/GC/31/CRC/C/GC/18&Lang=en](http://tbinternet.ohchr.org/_layouts/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CEDAW/C/GC/31/CRC/C/GC/18&Lang=en)

## Education dans les camps de réfugiés et de personnes déplacées (Pages 10-11)

UNHCR. Internally Displaced People Figures. 2014 <http://www.unhcr.org/pages/49c3646c23.html>

Plan International (February 2014) "In Double Jeopardy: Adolescent Girls and Disasters." <http://plan-international.org/files/global/publications/campaigns/biag-2013-report-english.pdf>

International Institute for Strategic Studies. (N.d) "Armed Conflict Database." <https://acd.iiss.org/en/>

Institute for Economics and Peace. (2015) "Global Peace Index." Vision of Humanity. <http://www.visionofhumanity.org/sites/default/files/2014%20Global%20Peace%20Index%20REPORT.pdf>

Plan International. (February 2014) "In Double Jeopardy: Adolescent Girls and Disasters." <http://plan-international.org/files/global/publications/campaigns/biag-2013-report-english.pdf>

United Nations Education, Scientific and Cultural Organization. (2011) "Education for All: The hidden crisis: Armed conflict and education." <http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/ED/pdf/gmr2011-UNESDOC.pdf>

United Nations High Commissioner for Refugees. (June 2007) "Safe Schools and Learning Environment: How to Prevent and Respond to Violence in Refugee Schools." <http://www.unhcr.org/4677981a2.html>

Dryden- Peterson, Sarah. (November 2011) "Refugee Education." United Nations High Commissioner for Refugees. [http://www.unhcr.org/cgi-](http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/home/opendocPDFViewer.html?docid=4fe317589&query=education)

[bin/texis/vtx/home/opendocPDFViewer.html?docid=4fe317589&query=education](http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/home/opendocPDFViewer.html?docid=4fe317589&query=education)

